



**HAL**  
open science

# La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s

Lucie Bargel

► **To cite this version:**

Lucie Bargel. La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s. *Nouvelles questions féministes*, 2005, 24 (3), pp.36-49. hal-00346959v2

**HAL Id: hal-00346959**

**<https://hal.science/hal-00346959v2>**

Submitted on 6 Apr 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

**Lucie BARGEL**

**La socialisation politique sexuée :**

**Apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s**

**Article paru dans *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, n°3/2005, pp 36-49**

Cet article étudie l'inscription différenciée des femmes et des hommes dans le processus de socialisation politique à l'œuvre au sein de groupes de jeunes militant-e-s, afin d'éclairer l'exclusion des femmes des postes à responsabilités et des positions éligibles dans les partis politiques. La recherche présentée montre d'une part que les normes de genre et la division sexuelle du travail militant façonnent les activités des organisations et l'acquisition de compétences politiques par les militant-e-s. D'autre part, elle met en évidence les conditions dans lesquelles les femmes accèdent aux responsabilités, dans des contextes où les enjeux politiques sont faibles ou lorsque le collectif militant subit des renégociations structurelles.

*Young activists political socialization : learning political practices and gender norms*

This article studies political socialization in youth activists groups, and the differentiated inscription of women and men in this process, in order to understand women's exclusion of responsibilities and eligible positions in political parties. It argues on the one hand that gender standards and the sexual division of militant labour shape these organisations' activities and its members' political learning. On the other hand, it examines women's opportunities to access responsibilities, within contexts of low political stakes or structural renegotiations for the group.

Lucie Bargel est doctorante en science politique au Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne (Paris 1) et au Laboratoire de Sciences Sociales (Ecole Normale Supérieure-Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales), sous la direction de Frédérique Matonti. Sa thèse en cours étudie la socialisation et la professionnalisation politique des militant-e-s de deux organisations de jeunesse, le Mouvement des Jeunes Socialistes (PS) et les Jeunes Populaires (UMP). [Lucie.bargel@ens.fr](mailto:Lucie.bargel@ens.fr)

## LA SOCIALISATION POLITIQUE SEXUEE :

### APPRENTISSAGE DES PRATIQUES POLITIQUES ET NORMES DE GENRE CHEZ LES JEUNES MILITANT·E·S

Au départ de mes interrogations sur le processus de socialisation politique figurent deux constats : tout d'abord, l'importante sous-représentation des femmes dans les institutions élues comme dans les directions des organisations politiques. Plus encore, Catherine Achin (2005) le montre, la présence des femmes parmi les militant·e·s d'un parti politique n'a de relations qu'indirectes avec la proportion de femmes élues pour ce parti. Ces éléments incitent à penser ce qui se passe avant l'entrée dans la sphère politique professionnelle<sup>1</sup> à proprement parler. La socialisation politique, " processus formateur de grille de lecture, de prédispositions, d'attitudes profondes " (Percheron, 1985), ou plus précisément l'inscription différenciée des hommes et des femmes dans ce processus, pourrait livrer des clefs de compréhension de l'exclusion (et de l'auto-exclusion) des femmes de l'exercice du pouvoir politique.

Lorsque l'on s'intéresse à la spécificité des trajectoires militantes en fonction du genre, on sait donc que les femmes arrivent rarement au " sommet " de la carrière politique. En amont, certains des processus qui se déroulent dans l'enfance sont également connus. Anne Muxel (2001a) éclaire ainsi la façon dont la famille, " creuset de l'identité politique " (34), est le lieu de socialisations politiques primaires différenciées pour les garçons et les filles, marquées par " la prégnance d'un modèle masculin d'interprétation de l'intérêt comme de l'engagement politique " (31). L'intérêt des garçons pour la politique est encouragé plus tôt, les pères jouent davantage un rôle de référent en la matière que les mères, etc. : ce sont ainsi tout d'abord les systèmes de dispositions qui sont façonnés par le genre.

En revanche, on sait peu de choses sur ce qui se joue ensuite, entre l'enfance et les étapes les plus avancées dans une carrière politique. Si on ne peut négliger le rôle de la socialisation politique primaire quant à l'engagement des hommes et des femmes, tout n'est pas joué à la sortie de l'adolescence<sup>2</sup>. C'est pourquoi j'ai choisi de m'intéresser aux groupes politiques de jeunes. Le processus de socialisation politique secondaire est en effet d'autant plus efficace que la dimension identitaire de l'appartenance au groupe (en l'occurrence ici, le groupe militant) est renforcée par le " moment critique " que constitue l'entrée dans le statut d'adulte (Bourdieu,

---

<sup>1</sup> On reprend ici la définition classique de Weber (1919) : un professionnel de la politique est un individu qui " vit de la politique ".

<sup>2</sup> Annick Percheron (1985) fait s'achever la socialisation politique initiale autour de 15-16 ans. La période qui suit, de 18 à 25 ans environ, caractérisée par une faible participation à la vie politique en général, est qualifiée par Anne Muxel (2001b) de " moratoire électoral ". C'est cette période qui nous intéresse plus particulièrement.

1998), et les réorganisations des réseaux de sociabilité afférentes (arrivée à l'Université, décohabitation familiale, etc.).

Plus précisément, si on considère, en suivant Achin (2005), que, parmi les membres d'un parti politique, les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes opportunités d'atteindre les échelons les plus élevés, on peut faire l'hypothèse qu'au cœur de la socialisation politique partisane, c'est-à-dire des apprentissages politiques à l'œuvre au sein du parti (activités militantes, compétition interne, etc.), interviennent des mécanismes genrés.

Ainsi, au sein de ces groupes politiques de jeunes, j'ai particulièrement observé les débuts individuels de l'engagement d'une part, et, d'autre part, le rôle des pairs dans la socialisation politique. Ces organisations militantes, en particulier celles qui, comme les mouvements de jeunesse des partis et les syndicats étudiants, sont des viviers de recrutement pour les partis politiques, constituent des "laboratoires" où s'expérimentent et se mettent en place les attitudes et les comportements qui organiseront la sphère politique. Les jeunes engagé-e-s dans ces mouvements dessinent une population particulière au sein de la filière partisane<sup>3</sup> : ils et elles effectuent leur entrée en politique par un mouvement de jeunesse et adhèrent à un parti politique avant 25 ans. Même si toutes et tous ne sont pas forcément adhérent-e-s du parti politique auquel est associée l'organisation de jeunesse – mais la majorité l'est –, militer dans une telle organisation conduit indissociablement à s'approprier les enjeux internes au parti, et à participer à un certain nombre d'évènements de la vie de celui-ci (campagnes électorales en particulier).

Notre propos sera ici centré autour d'individu-e-s déjà engagé-e-s politiquement, et ne traitera donc que très partiellement des mécanismes qui ont mené à l'engagement : réseaux sociaux<sup>4</sup>, première manifestation, prise de carte, etc. Plutôt, on voudrait proposer une analyse des modalités pratiques selon lesquelles fonctionnent ces groupes militants, le genre agissant pour définir la répartition des tâches entre militant-e-s et les hiérarchiser. On voudrait montrer qu'une division sexuelle du travail politique façonne le contenu de l'apprentissage politique de ces militant-e-s : identifier ces mécanismes est essentiel pour pouvoir comprendre comment, par la suite, les individu-e-s bénéficient d'opportunités et de ressources différenciées pour devenir des professionnel-le-s de la politique.

---

<sup>3</sup> On distingue traditionnellement trois types de filières d'accès à la carrière politique : la filière locale et notabiliaire, la filière partisane, et l'accès par le centre, c'est-à-dire par les cabinets ministériels en vertu d'une expertise souvent liée à un parcours universitaire de type ENA (Ecole Nationale d'Administration, qui forme la haute fonction publique) (Dogan, 1967 ; Gaxie, 2000).

<sup>4</sup> Notons simplement que pour les syndicats étudiants de Sciences Po Paris, des "réseaux genrés d'adhésion", basés notamment sur des réseaux amicaux, ont pu être mis en évidence (Bargel, 2002). De même, les études sur l'application de la parité montrent que celle-ci tend à favoriser des femmes issues de la "société civile", c'est-à-dire particulièrement bien intégrées dans les réseaux de sociabilité locaux (cf. le dossier "La parité en pratiques", *Politix*, 2002).

Ce texte s'attachera d'abord à décrire la répartition sexuée des tâches militantes et ses conséquences en termes de reconnaissance de compétences politiques. On s'intéressera ensuite aux conditions particulières qui voient des femmes accéder à des responsabilités importantes dans les groupes politiques, sans que les normes de genre n'en soient véritablement remises en cause.

Notre hypothèse principale, l'inscription différenciée des femmes et des hommes dans le processus de socialisation politique, requiert d'être testée par une étude des enjeux internes aux groupes politiques, c'est-à-dire de milieux d'interconnaissance forte. Ce sont donc la méthode d'enquête ethnographique et son corollaire, l'enquête de longue durée, qui semblent les mieux adaptées. D'une part, une observation ethnographique de treize mois au Mouvement des Jeunes Socialistes a permis d'étudier les modalités selon lesquelles s'organisent les activités militantes, qu'elles soient routinières (réunions de groupe, assemblées générales, réunions de "cadres") ou fortement liées à la conjoncture (manifestations, campagnes électorales). Notre intérêt s'est d'autre part porté sur les trajectoires des militant·e·s : des militant·e·s actuel·le·s par le biais d'un questionnaire distribué aux 400 délégué·e·s au Congrès du MJS de décembre 2003, et des ancien·e·s adhérent·e·s<sup>5</sup> grâce aux archives du MJS (93-99)<sup>6</sup>. Seront également mobilisés ici les résultats d'un précédent travail de terrain de six mois, par observation et entretiens, sur deux syndicats étudiants de l'IEP (Institut d'Etudes Politiques, "Sciences Po") de Paris : SUD Etudiant<sup>7</sup> et l'UNI<sup>8</sup> (Bargel, 2002). Les militant·e·s de ces groupes représentent, comme les étudiant·e·s de l'IEP dans leur ensemble, un public particulier en termes de politisation : ils et elles ont davantage tendance, par leur cursus universitaire et leurs origines sociales, à s'intéresser aux questions politiques et sont plus fortement politisé·e·s que la moyenne ; de plus, ces étudiant·e·s sont, dans une large mesure et pour les mêmes raisons, susceptibles de s'engager dans une carrière politique. Les militant·e·s du MJS représentent un échantillon plus vaste, et leurs profils sociaux sont par conséquent plus diversifiés. Le Mouvement des Jeunes Socialistes est officiellement "autonome" du Parti Socialiste depuis 1993, ce qui signifie qu'il élit lui-même ses responsables et détermine son orientation politique. Le MJS revendique plus de 6000 adhérent·e·s, réparti·e·s dans 94 fédérations.

---

<sup>5</sup> La limite d'âge pour être adhérent·e au MJS est de 28 ans révolus.

<sup>6</sup> Il s'agit d'un premier terrain effectué dans le cadre d'une thèse de science politique sous la direction de Frédérique Matonti, que je remercie tout comme Patrick Lafollie pour leurs remarques et conseils sur ce texte. Un second terrain portant sur les "Jeunes Populaires" (mouvement de jeunesse de l'UMP, Union pour un Mouvement Populaire) est en cours.

<sup>7</sup> SUD Etudiant est membre de la fédération des syndicats SUD (Solidaires Unitaires et Démocratiques), nés d'une scission avec la CFDT en 1988, et de l'Union syndicale "Groupe des 10-Solidaires". Le syndicat se réclame de l'extrême gauche. Il est présent à Sciences Po depuis octobre 1996.

<sup>8</sup> L'UNI (Union Nationale Interuniversitaire), "la droite universitaire", créée en 1969, est présente à Sciences Po depuis les élections syndicales de janvier 1998.

## I. LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL POLITIQUE

### Listes paritaires et postes individuels masculins

L'étude chiffrée de l'occupation des postes à responsabilités au MJS permet de rendre clairement apparente la division sexuelle du travail politique. Si, comme dans toutes les organisations politiques, il n'est pas aisé d'accéder de manière exhaustive au fichier des adhérent·e·s, fichier éminemment stratégique et instrumentalisé (Subileau, 1981), les données que l'on a pu recueillir, par le questionnaire et plus généralement par l'enquête, sont suffisamment explicites. Le MJS revendique officiellement 49% d'adhérentes pour 51% d'hommes, et la parité s'applique pour tous les scrutins de liste internes<sup>9</sup> depuis le Congrès de décembre 2001, qui coïncide également avec l'élection à la présidence d'une femme. Le MJS se présente d'ailleurs comme une organisation "féministe" et a mené un certain nombre de campagnes pour "l'égalité des droits" entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les hétérosexuel·le·s et les homosexuel·le·s notamment. Toutefois, si le "féminisme" affiché du MJS a des vertus stratégico-concurrentielles évidentes, ses effets pratiques en interne sont plus ambigus, le discours féministe pouvant aboutir à une dénégation de tout enjeu genré dans le fonctionnement et les pratiques de l'organisation (Bargel, 2004).

Ainsi, en dépit de l'application de la parité à tous les scrutins de liste internes, qui devrait garantir une mixité quasi-parfaite dans les postes à responsabilités, certaines distorsions sont constatables. Les postes individuels, autrement dit les postes à responsabilités occupés par un seul individu qui détient un pouvoir de décision et une autorité personnelle, sont les plus révélateurs : avant le Congrès de décembre 2003, 75% des animateurs fédéraux, responsables d'une fédération et principaux interlocuteurs du Bureau National, étaient des hommes – chiffre d'autant plus parlant que ces animateurs fédéraux sont élu·e·s parmi les membres de Collectifs Fédéraux paritaires. La répartition des responsabilités occupées par les délégué·e·s au Congrès en 2003 indique également une très forte surreprésentation des hommes à tous les postes uninominaux : 81,8% des responsables de groupe sont des hommes, de même que 75% des trésoriers fédéraux ("numéro 2" d'une fédération), ou encore 75% des présidents de Comité Régional de Coordination.

La répartition du pouvoir au sein du MJS est donc loin d'atteindre la parité des sexes. Du moins lorsqu'il s'agit de l'exercice individuel et personnalisé du pouvoir. Car dans tous les autres

---

<sup>9</sup> L'équipe de direction du MJS est constituée d'un Bureau National (BN) paritaire de 41 membres, dont certains occupent un secrétariat national. Les animateurs fédéraux (AF) et les membres du BN forment le Collectif National, instance décisionnaire de l'organisation. Au niveau fédéral, l'AF est élu·e parmi les membres du Collectif Fédéral (CF) paritaire, dont sont également membres de droit les responsables de groupes locaux. Enfin, 15 membres composent la Commission Nationale d'Arbitrage, également paritaire.

espaces de l'organisation où le pouvoir est collectif et partagé, les femmes sont bien présentes (à tous les niveaux : local, fédéral, régional, national).

### **Attirer l'attention et donner de l'attention**

L'observation fine des pratiques militantes permet de fournir des pistes d'analyse de ce processus d'éviction des femmes des postes individuels. Elle rend en effet perceptible, comme on peut s'y attendre, une très nette division sexuelle du travail militant. Les prises de paroles en réunion sont majoritairement masculines, et les " orateurs " reconnus pour leur " charisme " sont des hommes. Mary Parlee (1989 :10-14) décrit ce type d'organisation des prises de parole des hommes et des femmes comme structurée autour d'un rôle d'*attention-getting* (" attirer l'attention ") socialement dévolu aux hommes d'une part, et d'un rôle d'*attention-giving* (" donner de l'attention ") socialement dévolu aux femmes d'autre part. De manière générale, quel que soit le facteur de hiérarchisation sociale adopté, " les membres des groupes dominants [ici, les hommes] sont privilégiés non seulement parce que les relations de face à face sont structurées à leur avantage, mais aussi parce qu'ils ont accès à un plus vaste panel de configurations d'interactions au sein desquelles il peut être normalement attendu qu'ils soient l'objet de l'attention " (Adler, 1999 : 64). Ainsi, il est attendu d'un animateur fédéral – et par conséquent, d'un homme le plus souvent - qu'il anime tant les réunions internes du Collectif Fédéral que les Assemblées Générales publiques de la Fédération, qu'il introduise la séance, qu'il y distribue la parole, etc.

Ces deux pôles, " obtenir de l'attention " et " donner de l'attention ", sont utiles pour comprendre les pratiques militantes : on en retrouve la logique dans les activités internes des syndicats étudiants comme au MJS. Les étudiant·e·s syndiqué·e·s, indépendamment de leurs différences en termes d'expérience militante, n'occupent pas les mêmes positions dans le syndicat selon leur sexe. Le rôle d'*attention getting* socialement dévolu aux hommes leur confère l'écriture des tracts ou la prise de parole dans les réunions internes, alors que le rôle d'*attention giving* des femmes les oriente vers la valorisation des tâches effectuées par les hommes, par différents moyens : écoute attentive en réunion, distribution de tracts, etc.

*" Entre nous, il y avait clairement, en tout cas moi je le vivais comme ça, une petite compétition à qui ferait le plus beau tract, le plus intello et tout. (...) Quand j'étais en troisième année, je me souviens de deux sœurs qui elles étaient en deuxième année. (...) On s'est rencontré à une table, on venait de publier un tract que j'avais écrit et qui a eu son petit succès. (...) Et donc j'arrive à la table, le tract venait juste d'être tiré et commençait à être diffusé, et moi je passe, je n'avais pas le temps de rester parce que j'avais un truc à faire, mais n'empêche que, quand même un peu en roulant les mécaniques sûrement. D'autant plus en roulant les mécaniques que quelqu'un m'a dit "Wouah, il est génial ton tract !" Et là, deux nanas, surtout Marine qui était un peu cent mille volts, et puis sa copine, me sautent dessus - on ne se connaissait pas- et me disent : "Ah c'est toi qui as écrit le tract ! C'est génial ! Ouais ! C'est génial !". Après au cours de réunions,*



*je les ai mieux connues, mais un peu toujours sur la base de ce premier contact "C'est génial ! c'est génial !" <sup>10</sup>*.

Même lors d'une activité partagée par militantes et militants, comme les collages d'affiches "illégaux" au MJS, grands moments de sociabilité fournissant par la suite l'occasion de raconter cette activité sur le mode de l'aventure, du danger, et de ressentir ainsi son appartenance au groupe<sup>11</sup>, une hiérarchie sexuée demeure. Tout d'abord, il est entendu que la présence des hommes est nécessaire au bon déroulement de l'activité ; un collage est annulé s'il n'y a que des militantes, "pour des raisons de sécurité". Ensuite, les coups d'éclats voués à devenir des anecdotes fréquemment mobilisées par le groupe (coller une affiche du PS sur une église, coller une affiche à une dizaine de mètres de hauteur, etc.) sont à l'initiative des militants, tout comme le sont les éléments d'ambiance (chants partisans, alcool...)

Enfin, il est instructif de noter les grandes similarités dans la répartition sexuée des tâches au sein de collectifs militants dont les protagonistes diffèrent pourtant en termes de trajectoires sociales, et dont les conditions d'actions ainsi que les valeurs politiques varient grandement. Ainsi, Catherine, au lieu de tenir une réunion de l'UNI Sciences Po au local syndical, prépare un repas, chez elle, pour toute la section, tout comme c'étaient les femmes qui assuraient la charge de "préparer un repas chez soi pour l'offrir à tous et à toutes" pendant les occupations de locaux du mouvement des chômeurs et des chômeuses de Morlaix (Dunezat, 1998). Dans un autre registre, la sous-représentation des militantes dans les instances de direction comme dans les instances de production de textes observée à ATTAC par Fabrice Ripoll (2004) n'est pas sans rappeler la situation des militantes du MJS.

La division sexuelle du travail « a deux principes organisateurs : le *principe de séparation* (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes), et le *principe hiérarchique* (un travail d'homme "vaut" plus qu'un travail de femme)." (Kergoat, 2000: 36) C'est parce qu'elle est perçue comme le prolongement des caractéristiques comportementales différentes des hommes et des femmes que la division du travail militant entre les membres de ces collectifs n'est pas pensée, est considérée comme "allant de soi". Néanmoins, les activités dont les femmes assurent la charge ne leur fournissent de fait ni le même type de connaissances pratiques, ni la même reconnaissance à l'intérieur du groupe que celles des hommes. En effet, prodiguer de l'attention aux "beaux parleurs", distribuer des tracts, ou, comme nous le verrons ensuite, participer activement à l'organisation du syndicat quand celui-ci traverse une période de crise,

<sup>10</sup> Entretien, Benjamin, SUD, 16 mai 2002. Tous les prénoms utilisés sont fictifs.

<sup>11</sup> C'est ce processus que décrivent Scott Hunt et Robert Benford (2004) en mobilisant le concept d'*identity talk* (jeu de conversation identitaire) qui a lieu entre militant·e·s. Ces conversations servent une fonction de confirmation et de réactivation du sentiment d'appartenance au groupe, "à un groupe élu." Les figures obligées de ce type de conversation comportent les souvenirs d'anciens combattants, l'évocation des traumatismes qui mènent à l'engagement, etc.



sont des tâches dont la nécessité n'est pas reconnue, voire invisibilisées. C'est le "travail ingrat", comme le disent ceux qui ont eu accès à d'autres activités : "Je me suis retrouvé à distribuer des tracts, et le travail de base, ingrat, de tenir des tables et tout."<sup>12</sup> Dans un parallèle avec le travail domestique, dont la valeur économique n'est comptabilisée qu'en cas d'externalisation, on peut dire que le travail accompli par les femmes dans les collectifs militants n'est pas une source de reconnaissance parce qu'il est vu comme la simple continuité des dispositions "naturelles" des femmes. De plus, la valorisation différenciée des tâches effectuées ("le principe hiérarchique") a des conséquences non seulement sur la place et la reconnaissance dévolues aux femmes à l'intérieur du groupe, mais aussi sur les suites éventuelles de leur engagement politique. En effet, tous les apprentissages ne sont pas également mobilisables dans l'exercice de responsabilités politiques au sein d'un parti ou d'une institution politique. Dans ces instances, la démonstration d'attention, de "dévouement", n'est guère plus une source de légitimité que dans les groupes militants de jeunes, nous y reviendrons.

En assignant des rôles différenciés aux hommes et aux femmes, et en valorisant les tâches dévolues aux hommes, la hiérarchie interne à ces groupes renouvelle la division traditionnelle du travail entre les sexes. Il s'agit dès lors bien de confirmer et de renforcer les relations entre la construction sociale de "la masculinité" et la définition des qualités reconnues comme nécessaires à l'exercice de fonctions politiques (maîtrise de la parole, autorité dans l'organisation des activités et la prise de décision, etc.).

## **II. L'ÉLASTICITÉ DES NORMES DE GENRE : LES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE L'ACCÈS DES FEMMES AUX POSTES A RESPONSABILITÉ**

Si la tendance générale consacre la prédominance des hommes dans les instances de direction, les rares moments où des femmes y accèdent sont d'autant plus révélateurs des évolutions et des changements qui façonnent les collectifs militants et par conséquent les attentes que ceux-ci font peser sur leurs adhérent·e·s. En effet, comme on va le voir, l'occupation d'un même poste à responsabilité – désigné de la même façon – peut revêtir des significations très différentes selon le contexte politique dans lequel est engagé le mouvement, et présenter des variations importantes dans le pouvoir effectif qu'il confère. De même, les manières "d'occuper le rôle" varient selon des composantes interactionnelles, selon les effets des pratiques politiques concrètes, des représentations produites par les actrices et acteurs, des ressources dont dispose chaque individu·e pour investir sa position (Lagroye, 1994).

---

<sup>12</sup> Entretien, Benjamin, SUD, 16 mai 2002.

### **Des contextes politiques défavorables**

A l'UNI Sciences-Po, Catherine est nommée responsable en mars 2002. Les trois membres les plus actifs du syndicat à ce moment sont Paul, Daniel et elle-même. Outre le fait que Catherine est plus jeune que Paul et Daniel, son parcours militant et universitaire est très différent de ceux des deux hommes, qui présentent eux de nombreuses similitudes. Ceux-ci ont une expérience militante plus importante : Paul a été responsable de l'UNI à Nanterre de 1997 à 2000, puis responsable de l'UNI Sciences Po de décembre 2000 à mars 2002. Il était étudiant en droit à Nanterre et a intégré Sciences Po en quatrième année. Daniel était étudiant en droit à la Sorbonne, et responsable de l'UNI Sorbonne. Il intègre Sciences Po pour la Prep'ENA. Enfin, Daniel est adhérent au MPF<sup>13</sup>, parti dont il a été le candidat aux élections législatives de juin 2002 dans la deuxième circonscription de Saône et Loire<sup>14</sup>. Paul quant à lui a adhéré au RPR<sup>15</sup> en janvier 2002, même s'il reconnaît que le parti le plus proche de ses idées serait le MPF. Paul et Daniel sont ainsi engagés dans un début de carrière politique, contrairement à Catherine qui n'a pas d'engagement partisan. Outre son sexe, le profil militant de Catherine semble ainsi devoir jouer en sa défaveur pour l'obtention de responsabilités.

Et c'est en effet ce qui se passe tout d'abord, quand le fondateur de l'UNI Sciences Po quitte ses fonctions de responsable en décembre 2000. Il est alors question que Catherine, qui participe à l'UNI Sciences Po depuis octobre 1999 et est élue en Conseil de Direction, obtienne ce poste, mais il échoit finalement à Paul, adhérent de l'UNI Sciences Po depuis 2 mois<sup>16</sup>. Paul est donc choisi alors qu'il vient juste d'arriver à Sciences Po, vraisemblablement en raison de son expérience militante et de sa fonction dirigeante à Nanterre, mais sans doute aussi parce qu'il est considéré plus facile pour un homme d'être responsable d'un syndicat composé quasi-exclusivement d'hommes. Par ailleurs, à cette époque, l'UNI est engagé dans le combat contre la convention ZEP (Zone d'Education Prioritaire) à Sciences Po. La convention permet à des élèves de certains lycées classés en ZEP d'entrer à Sciences Po par un concours particulier : ces épreuves aménagées ont pour but de lutter contre la sur-sélection sociale à l'IEP. Dans ce contexte, le métissage de Paul, visible, constitue sans doute un « atout » qui permet d'affranchir l'UNI de tout racisme dans le refus des conventions ZEP. Peut-être est-ce pour cette raison qu'il représente l'UNI Sciences Po auprès des médias qui couvrent largement ce débat, à la télévision notamment.

---

<sup>13</sup> Mouvement Pour la France, de Philippe de Villiers.

<sup>14</sup> 0,7% des suffrages au premier tour.

<sup>15</sup> Rassemblement pour la République, de Jacques Chirac.

<sup>16</sup> Le ou la responsable de l'UNI Sciences Po est nommé-e par l'équipe nationale, sur proposition du précédent responsable.

Lorsqu'en mars 2002, Catherine est finalement choisie comme responsable, le contexte politique et les enjeux pour l'UNI sont différents. En effet, immédiatement après sa nomination, Catherine coordonne les actions de l'UNI en vue de deux types d'élections : les élections des représentant·e·s étudiant·e·s au CROUS<sup>17</sup> de Paris en mars 2002, et les élections présidentielle et législatives de mai-juin 2002. Or, lors de la campagne pour les élections nationales, toutes les actions de l'UNI sont organisées en commun avec les Jeunes RPR de Sciences Po. Catherine, qui n'est pas adhérente au RPR, a ainsi cosigné les tracts et organisé les distributions de tracts, les collages d'affiches, les participations à des meetings de Jacques Chirac avec le responsable des Jeunes RPR Sciences Po. Le contexte politique de l'année 2002 explique certainement en partie pourquoi, cette fois, Catherine a été préférée à Daniel, malgré son sexe et son expérience militante plus faible. En effet, il aurait été difficilement envisageable que Daniel, par ailleurs militant MPF, participe à la campagne de Jacques Chirac pour l'élection présidentielle, à la campagne de l'UMP<sup>18</sup> pour les élections législatives, alors que lui-même est candidat MPF pour ces mêmes législatives, et difficile également qu'il fonctionne en partenariat avec le responsable des Jeunes RPR de Sciences Po, alors qu'il est responsable de l'association Jeunes Souverainistes à Sciences Po. Il s'agit donc bien d'un choix par défaut, la configuration politique du moment important plus que la nomination d'une femme moins qualifiée.

Par ailleurs, Catherine compense certainement en partie sa moindre expérience militante par des liens privilégiés avec le personnel du siège de l'UNI. Elle est notamment en couple avec un ancien permanent au siège et elle a participé à plusieurs réunions de l'EDS (European Democrat Students) auquel est affilié l'UNI. Ces liens particuliers avec l'instance centrale de l'UNI, doublés de son expérience militante relativement faible et de son absence d'engagement partisan, font également d'elle une responsable plus aisément malléable par le siège de l'UNI de manière générale, et par le responsable des Jeunes RPR en particulier.

A SUD, il semble que ce soient *a contrario* les filles qui, parmi les membres actifs, bénéficient d'une expérience militante plus importante. Des trois membres qui animent le syndicat, Stéphanie et Magali sont plus âgées que Marc et elles militent depuis plus longtemps que lui. Là encore, c'est la situation particulière du syndicat pour l'année universitaire 2001-02 qui livre les clefs de compréhension de cette prépondérance des filles. La fin de l'année 2000-01 a en effet été marquée par la fin du cursus à Sciences Po d'un nombre important de militant·e·s: Benjamin, Philippe, Florent, Eric, Bastien, Céline, Hakim, Magali. La plupart quittent alors SUD, départ

---

<sup>17</sup> Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires.

<sup>18</sup> L'Union pour une Majorité Présidentielle est créée entre l'élection présidentielle et les élections législatives de 2002 : elle regroupe le RPR, Démocratie Libérale (DL) d'Alain Madelin et une partie de l'Union pour la Démocratie Française (UDF) de François Bayrou. Les tendances « souverainistes » de la droite française (MPF de Philippe de Villiers, RPF de Charles Pasqua) ne participent pas à l'UMP. L'acronyme signifie aujourd'hui Union pour un Mouvement Populaire.

massif qui met en péril la survie du syndicat. Mais Céline et Magali ont poursuivi, elles, leurs activités militantes. Ce sont d'ailleurs les premières personnes de SUD que je rencontre en janvier à Sciences Po, elles tiennent une table pour SUD dans la « péniche »<sup>19</sup>, et sont régulièrement présentes - au moment de la campagne syndicale pour Céline, et tout au long de l'année pour Magali. Parmi les anciens membres de SUD, ce sont donc les filles qui tentent d'aider le syndicat à survivre et y restent actives. D'une certaine manière, elles se sentent obligées d'assurer ce soutien au syndicat, même si leur trajectoire militante se poursuit dans d'autres organisations. Ainsi, Magali explique le maintien de sa présence à SUD par le manque de forces militantes : « Je me suis dit "je m'investis tant qu'il y a besoin de moi pour faire tenir le truc". Moi, dès que la relève est là ... »<sup>20</sup>.

Il est révélateur que des militantes pourtant très différentes, Catherine à l'UNI d'une part, Céline et Magali à SUD d'autre part, vivent leur engagement syndical sur le mode du "don", du "dévouement", du "devoir" vis-à-vis du syndicat ("c'est tellement naturel... je commençais à me dire que l'UNI m'a donné beaucoup, qu'il faudrait peut-être que je me réveille un peu"<sup>21</sup>, explique Catherine). Par conséquent, ce sont dans des moments peu favorables au syndicat qu'elles sont le plus impliquées : une absence problématique de militant-e-s pour SUD, et les élections présidentielle et législatives pour l'UNI, qui n'affirme alors que très faiblement son identité syndicale, s'accommodant de la mainmise temporaire des "Jeunes avec Chirac" sur l'activité militante.

### **Des renégociations structurelles**

Au vu de l'exemple qui va suivre et dans la même logique que les précédents, on en vient à penser que la présence d'une femme à la tête d'un groupe militant peut être considérée comme un indicateur de modifications dans l'identité de celui-ci, et inciter à "l'adoption d'une perspective diachronique [qui] doit permettre de montrer comment les modifications de l'image publique d'un mouvement et de ses stratégies peuvent contribuer au cours du temps à bouleverser l'identité du collectif par la superposition de différentes "générations" de militants dont les propriétés et les raisons d'agir peuvent avoir varié." (Fillieule, 2001 : 211). Les groupes politiques de jeunes fournissent un terrain particulièrement favorable à l'observation de ces phénomènes puisque leur définition même implique des renouvellements fréquents des membres dirigeants, la fin des études ou l'atteinte de l'âge limite signifiant le départ des adhérent-e-s.

Ainsi, l'élection en décembre 2001 d'une femme à la présidence du Mouvement des Jeunes Socialistes correspond à un moment particulier de la vie de l'organisation. Tout d'abord, en

<sup>19</sup> La « péniche » est le hall d'entrée de l'IEP de Paris, et le lieu de l'activité syndicale.

<sup>20</sup> Entretien, janvier 2002.

<sup>21</sup> Entretien, mars 2002.

raison du contexte national : la campagne pour l'élection présidentielle commence, et quelles que soient les luttes internes à la " famille socialiste ", le MJS fera campagne pour Lionel Jospin ; c'est d'ailleurs dans ce contexte qu'un texte unique, faisant l'objet d'un compromis entre les différentes tendances politiques en présence chez les jeunes socialistes, est présenté au Congrès. Il s'agit dès lors d'une élection dont les enjeux pour chacune des tendances sont faibles, peu susceptible d'être significative pour un leadership futur : le texte unique implique que les négociations entre groupes politiques ont eu lieu en amont, et qu'il ne s'agira donc pas de défendre et d'incarner un camp dans la compétition interne, mais bien de " rassembler " les différents groupes dans une logique de compromis. Des qualités réputées féminines de modération et de conciliation peuvent alors sembler tout indiquées.

Plus structurellement, certains indices d'une évolution dans les modèles militants proposés par l'organisation sont identifiables. Ainsi, le type d'événement fondateur de l'engagement politique cité par les adhérents du MJS varie selon l'année d'adhésion<sup>22</sup> : si sur les dix dernières années, deux modes de recrutement classiques, campagne électorale et mouvement lycéen ou étudiant, sont prépondérants, il y a clairement un retournement à partir des années 1999 et 2000, avec une apparition et une prise d'importance non négligeable des adhérent-e-s dont la première mobilisation a été orientée " contre le FN ", au détriment de celles et ceux qui se sont engagé-e-s à l'occasion d'un mouvement étudiant. C'est dans ces années que le MJS mène plusieurs campagnes contre le FN, avec notamment la rédaction et la publication du " Livre noir (1998-2001). Droite, extrême-droite, les amitiés particulières ".

De plus, la trajectoire politique de la nouvelle présidente du MJS marque également la fin du modèle de formation des " cadres politiques " qui prévalait depuis l'autonomie du MJS en 1993. En 1993, en effet, un nouveau groupe politique, Nouvelle Gauche, se forme autour de l'équipe de direction du MJS : composé d'individus précédemment regroupés dans les « Clubs Forum » rocardiens<sup>23</sup>, il obtient de Michel Rocard, alors premier secrétaire du PS, une « autonomie » pour le MJS, c'est-à-dire la possibilité pour le mouvement d'élire ses dirigeants alors que ceux-ci étaient auparavant nommés par les instances du PS. Nouvelle Gauche investit alors le MJS et en a depuis conservé la direction. Tous les présidents successifs sont issus de ces " Clubs Forum ", ce qui n'est pas le cas de la nouvelle présidente: son parcours militant a commencé au MJS. La mort de ce modèle lié au « rocardisme » et à la « deuxième gauche », et l'apparition d'un

<sup>22</sup> Ces résultats sont obtenus en rapprochant la date d'adhésion au MJS et la réponse à la question « Quelle a été votre première mobilisation politique marquante ? » du questionnaire.

<sup>23</sup> Les Clubs « Forum XXI » sont fondés en 1985 par des étudiants rocardiens tels Alain Bauer, Manuel Valls, Stéphane Fouks et Christian Pouge. Ils sont liés à la « deuxième gauche », mouvance politique, culturelle et idéologique des années soixante-dix, représentée par des hommes politiques comme Michel Rocard ou Jacques Delors, des syndicalistes de la CFDT, des intellectuels de la revue « Esprit ». Au Parti Socialiste, cette tendance défendait l'autonomie par rapport au Parti Communiste, la décentralisation et l'ouverture à la société civile

nouveau modèle légitime, se confirme avec l'élection en décembre 2003 d'un président formé cette fois à l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France<sup>24</sup>), ancien membre du Bureau National de ce syndicat étudiant. Le MJS cesserait alors d'être un vivier, au profit de l'UNEF, dont sont également issus de nombreux membres du nouveau BN. La présence d'une femme à la tête de l'organisation correspond à un moment de transition entre deux identités collectives, moment de relâchement dans les attentes que l'organisation fait peser sur les individu-e-s.

C'est enfin ce que suggère Karel Yon (2004) au sujet de l'UNEF - dont les évolutions ne sont sans doute pas indépendantes de celles en cours au MJS - pour cette même période, avec la présence à la tête du syndicat étudiant d'une femme entre 2001 et 2003. L'influence du modèle "lambertiste"<sup>25</sup> (centralisation, discipline, hiérarchie), même revisité, qui prévalait jusqu'alors dans la définition des normes militante, décline, affaiblissement dont Yon décrit deux aspects (2004 : 18) : à la fois "émission de signaux corporels différents" de la part de la présidente - elle est moins autoritaire en réunion, "beaucoup moins écoutée, elle [fait] des interventions reconnaissant et assumant une non maîtrise des débats", elle "se caractérise incontestablement par une hexis de jeune fille (contorsions de la bouche, façon de parler, elle se tortille sur sa chaise...)"-, et "réception différente" du fait du rajeunissement des militants et des responsables.

Il est révélateur que dans ces quatre exemples plus ou moins développés ici, ce soit lors de modifications structurelles de l'activité de l'organisation et/ou lors de modifications conjoncturelles (lorsque les enjeux politiques, de pouvoir, sont moins forts) que des femmes accèdent aux responsabilités les plus élevées. Cette logique semble se confirmer en observant, à l'inverse, les "durcissements" opérés sous les mandats détenus par des hommes. Ainsi Nouvelle Gauche, la tendance majoritaire du MJS, a rallié en octobre 2002 le Nouveau Parti Socialiste, et s'est par conséquent impliquée plus que jamais dans les luttes entre les courants du PS depuis le Congrès de Dijon de mai 2003. Or la Présidence du Mouvement est, à partir de décembre 2003, à nouveau assurée par un homme. Plus récemment, la question de l'adoption de la constitution européenne a été l'objet de tensions fortes entre le PS et le MJS : son président actuel a présenté le "non" du MJS lors d'un discours public aux dernières "universités d'été" du PS, en septembre 2004.

On a vu que les normes de genre, façonnant à la fois les attentes de l'organisation et les ressources dont disposent les militant-e-s pour les modeler et y satisfaire, ne permettent pas aux hommes et aux femmes de répondre également à ces attentes. La question des rétributions

<sup>24</sup> On entend ici par "UNEF" l'UNEF-ID avant 2001, UNEF depuis.

<sup>25</sup> Du groupe militant dit "lambertiste" - du pseudonyme du leader de l'ancienne OCI (Organisation Communiste Internationale) trotskyste, « Lambert » - et du modèle d'organisation politique développé par Lénine dans *Que faire ?* (1902), perpétué par les organisations trotskistes. Ce groupe prend la direction de l'UNEF-ID de 1980 à 1994. Il bénéficie de relais dans le monde politique (Parti des Travailleurs) et syndical (Force Ouvrière).



matérielles (situation professionnelle, poste à responsabilité) ou symboliques (sociabilité, réseaux de relations) du militantisme, qui concourent à la pérennité de l'engagement (Gaxie, 1977), est indissociable de la construction de ces normes militantes, puisque – pour schématiser – les rétributions vont venir sanctionner la conformité aux normes internes du collectif. Le genre joue ici un rôle double : d'une part, on l'a vu, il règle l'accès aux rétributions, en attribuant aux hommes et aux femmes des tâches inégalement valorisées, "rétribuables" ; d'autre part, il influence les formes que prendront ces rétributions et leur valorisation sociale.

L'âge, mais plus encore le statut social de "jeune" et/ou d'"étudiant-e", de ces militant-e-s auxquel-le-s nous nous sommes intéressée confèrent également un sens particulier à ces rétributions. En effet, la professionnalisation, comme la possibilité de reconverter dans la sphère professionnelle des compétences acquises dans le militantisme, concernent ici des individu-e-s dont la situation professionnelle, ou même le niveau et l'orientation des études, ne sont pas fixés : il faut dès lors envisager également la possibilité que l'engagement politique façonne l'orientation professionnelle, voire occasionne des réorientations. De même, l'insertion dans un groupe d'interconnaissance avec une sociabilité et une endogamie fortes prend sans doute un sens plus important pour ces militant-e-s dont le statut familial est voué à évoluer. L'intensité de l'engagement politique sera alors particulièrement forte et surtout particulièrement susceptible de durer dès lors que le collectif militant remplit les fonctions qu'auraient pu remplir d'autres activités concurrentes et/ou complémentaires : relations affectives ou familiales construites à l'extérieur du collectif, activité de loisirs, accumulation de capital matériel ou symbolique dans un autre espace social, etc. (Offerlé, 2002). On peut suggérer que c'est à ce moment de la trajectoire individuelle que l'organisation militante a le plus de "prise" sur les individus, offrant un éclairage révélateur sur les dimensions subjectives de la carrière politique.

Travailler sur les jeunes militant-e-s suppose également de prendre en compte la rapidité des renouvellements à la tête de ces organisations, et les redéfinitions fréquentes des normes militantes légitimes.

## BIBLIOGRAPHIE

Achin, Catherine (2005). *"Le mystère de la chambre basse". Comparaison des processus d'entrée des femmes au Parlement, France-Allemagne, 1945-2000*, Paris : Dalloz-Sirey.

Adler, Ronald (1999 [9ème éd.]). *Interplay : the process of interpersonal communication*, Tx: Harcourt Brace & Co.

Bargel, Lucie (2004) " Les enjeux du genre dans les discours et les pratiques d'une organisation de jeunesse politique "féministe": entre intégration et neutralisation ", communication à la Journée d'Etudes du LSS " Genre et construction de l'objet ", Paris, 3 juin 2004.

Bargel, Lucie (2002). *La socialisation politique dans les syndicats étudiants. Apprentissage des pratiques politiques et des identités de genre. SUD Etudiant et UNI Sciences Po*. Mémoire de



DEA de Sciences sociales, Ecole Normale Supérieure-Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Bourdieu, Pierre (1998 [1<sup>re</sup> éd. 1992]). “ Flaubert analyste de Flaubert ”. in *Les règles de l'art. Genèses et structure du champ littéraire* (pp. 17-71). Paris : Seuil.

Dogan, Mattei (1967). “ Les filières de la carrière politique en France ”. *Revue Française de Sociologie*, VIII (4), 468-492.

Dunezat, Xavier (1998). “ Des mouvements sociaux sexués ”. *Nouvelles Questions Féministes* 19 (2-3-4) et *Recherches Féministes* 11 (2), 161-195.

Fillieule, Olivier (2001). “ Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ”. *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), 199-215.

Gaxie, Daniel (1997). “ Economie des partis et rétributions du militantisme ”. *Revue française de science politique*, 27 (1), 123-154.

Gaxie, Daniel (2000 [3<sup>ème</sup> ed.]). *La démocratie participative*. Paris : Montchrestien.

Hunt, Scott A. et Robert D. Benford (1994). “ Identity talk in the Peace and Justice Movement ”. *Journal of Contemporary Ethnography*, 22 (4), 488-517.

Kergoat, Danièle (2000). “ Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ”. In *Dictionnaire critique du féminisme* (pp. 35-44). Paris : PUF.

Lagroye, Jacques (1994). “ Etre du métier ”. *Politix*, 28, 5-15.

“ La parité en pratiques ” (2002). *Politix*. Vol. 15 – n°60

Muxel, Anne (2001)a. “ Socialisation et lien politique ”. In Blöss Thierry (dir.). *La dialectique des rapports hommes-femmes* (pp. 27-44). Paris : PUF

Muxel, Anne (2001)b. *L'expérience politique des jeunes*, Paris : Presses de Sciences Po.

Offerlé, Michel (2002 [4<sup>ème</sup> éd.]). *Les partis politiques*. Paris : PUF.

Parlee, Mary Brown (1989 [2<sup>ème</sup> éd.]). “ Conversational Politics ” in (coll.), *Feminist Frontiers II* (pp. 8-16), New-York: McGraw-Hill.

Percheron Anne (1985). “ La socialisation politique ; défense et illustration ”. In Grawitz Madeleine et Leca Jean (dir.). *Traité de science politique* (pp. 166-235). Paris : PUF.

Ripoll Fabrice. “ De l'absence au silence ? Premiers éléments sur la place des femmes dans l'association ATTAC (France) ”. Communication au Colloque international *Genre et militantisme*, 26 et 27 novembre 2004, Université de Lausanne.

Subileau, Françoise (1981). “ Le militantisme dans les partis politiques sous la Ve République : état des travaux en langue française ”. *Revue française de science politique*, 31 (5-6), 1038-1067.

Weber, Max (1997 [1<sup>ère</sup> éd. 1919]). *Le savant et le politique*. Paris : 10-18.

Yon, Karel (2004). “ L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau National de l'UNEF-ID ”. *Les cahiers du GERME*. Spécial n°4, 1-19.